



BOLIVIE : COURSE FOLLE AUX REFERENDUMS

David Recondo

Dans un bras de fer au sujet du projet de Constitution et de l'autonomie des départements, président et gouverneurs de l'opposition veulent prouver leur légitimité à coups de consultations.

Elu avec 54 % des suffrages en décembre 2005, Evo Morales est aujourd'hui menacé. Le premier président bolivien d'ascendance indienne (aymara) et dirigeant des producteurs de coca du Chapare (province du centre de la Bolivie) est confronté à une véritable fronde des gouverneurs, également issus du suffrage universel, des départements de l'Est (Beni, Pando, Santa Cruz, Tarija).

Ces derniers rejettent le projet voté à l'Assemblée constituante par les représentants du MAS (Mouvement vers le socialisme, le parti du président) en décembre 2007, en l'absence plus ou moins volontaire des élus de l'opposition. Surtout ils ont décidé de faire approuver, par référendum, des statuts d'autonomie départementale. Déjà, le 4 mai dernier, les électeurs du Santa Cruz ont approuvé à plus de 80 % le statut de ce département. Evo Morales a dénié toute légalité à cette consultation populaire, qui a eu lieu avant que le projet de nouvelle Constitution nationale soit soumise à l'approbation du peuple bolivien - la date de ce vote n'ayant pas encore été fixée.

C'est à une véritable course aux référendums qu'Evo Morales et ses opposants se livrent ces dernières semaines. Après un moment de tension extrême, les sénateurs progouvernementaux et ceux de l'opposition se sont mis d'accord pour soumettre les mandats du président, du vice-président de la République et des neuf gouverneurs départementaux à un référendum révocatoire, le 10 août prochain: pour conserver son mandat, chaque élu devra obtenir un pourcentage de suffrages au moins égal à ceux obtenus lors de sa dernière élection. Le recours systématique à la consultation directe de l'électorat en dit long sur la crise du politique dans ce pays andin. Au moindre obstacle, chacun fait de la surenchère rhétorique, puis refuse tout dialogue constructif et la moindre concession. Evo Morales semble reproduire une sorte de réflexe syndicaliste selon lequel toute décision doit être le fruit d'une consultation des "bases". Quant aux gouverneurs de l'opposition, ils recourent au référendum pour démontrer l'étendue de leur soutien populaire. Les uns et les autres se livrent à un bras de fer, comme s'ils voulaient montrer leurs muscles au reste de la nation. Et, du même coup, se convaincre eux-mêmes qu'ils ont raison. Plus qu'un approfondissement de la démocratie où les citoyens participeraient directement aux décisions cruciales, cette "référendite" aiguë reflète une démission des politiques.

Le sort des latifundia

Certes, il est légitime que le projet de Constitution soit soumis au vote des Boliviens, tant il est porteur d'une transformation radicale de la nature de l'Etat, de son organisation territoriale et de son rôle dans l'économie et la promotion du développement. Mais le référendum apparaît surtout comme le substitut d'une délibération de qualité au sein de l'Assemblée constituante, où les élus de tous bords auraient pu parvenir à élaborer un texte faisant l'objet d'un consensus minimal. Il est significatif, d'ailleurs, que l'article sur la taille maximum des latifundia doive faire l'objet d'une consultation à part, les constituants n'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur ce point.

La demi-douzaine de référendums prévus ces prochains mois risque de diviser encore davantage la société bolivienne, autour de deux modèles d'organisation de la nation qui semblent chaque jour plus irréconciliables: celui d'un Etat unitaire plurinational avec cinq niveaux d'administration territoriale dotés d'autonomie (département, région, province, municipalité, territoire indigène) et celui d'un Etat où les départements seraient les seuls à bénéficier d'un degré d'autonomie très poussée (avec des compétences quasi exclusives en matière de gestion de la terre et des ressources naturelles non renouvelables, de politique fiscale et de sécurité). Seul un sursaut de responsabilité de la part des dirigeants politiques de tous bords - provinciaux et nationaux -, semble à même d'éviter l'éclatement du pays.